L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 15 AOUT 1865. | Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 15 AOUT.

A la Bourse Pago, on trouvera :
Le Feuilleton.
Des ventes par le shérif,
Et des ventes par des encanteurs.
Ainsi que nombre de nouvelles annonces.
Et à la 3me page, nombre d'annonces en français.

Le départ des bateaux et navires.

Wanted à Francais de ce pour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par Soudouquet & Fortier—à la Bourse des Négociants et des Spectateurs, une étendue de terre située dans cette paroisse, sur la rive droite du fleuve, à environ une demi lieue plus bas que la Nouvelle Orléans, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Par E. Gutierrez—au No 179 rue Ste Anne, entre Chartres et Robertson, de beaux meubles &c. — Et au No 3 rue Front Levée, entre Dauphine et Bourbon, belles vêtements de messieurs, comptoirs, lavabiers &c &c.

Par H Boyer & Co—à leurs salles d'encan, grande vente de marchandises sèches, draps, castimirs, satinettes, flanelles, mouchoirs, &c.

Par J F Robineau—en sus des rues Magazine et Gravier, jambons, épaules, farines, &c.

LE 15 AOUT.

C'est aujourd'hui le quinze août, jour qui est célébré en France comme la fête du souverain. Dans plusieurs villes d'Amérique, notamment à New York et à San Francisco, les Français ne laissent jamais passer le quinze août sans faire quelque démonstration en l'honneur de Napoléon III. Les conditions exceptionnelles dans lesquelles s'est trouvée la Nouvelle-Orléans ont, pendant les dernières années exclu toute idée de réjouissances. Cette année, la paix étant rétablie, rien ne s'oppose plus à ce que les résidents français de notre ville suivent l'exemple de leurs compatriotes éloignés comme eux de la mère-patrie.

Le drapeau français sera déployé au Consulat et sur l'Asile de la Société Française; l'avisо à vapeur la *Mégère* sera pavoisé et, suivant l'usage, la pavillon tricolore sera mêlé par les navires de guerre qui sont dans le port. C'est donc là une occasion toute naturelle pour les enfants de la France de donner un souvenir à la patrie et de rendre hommage au chef de son gouvernement. Les pays étranger, les Français, quelles que soient leurs opinions, doivent être tous unis dans une pensée commune de respect pour le souverain que la France s'est choisi et qui a su donner à son règne un caractère incontestable de grandeur, en même temps qu'il s'est montré sur les hautes questions gouvernementales bien plus libéral que la plupart des monarques constitutionnels.

Depuis treize ans bientôt que Napoléon III gouverne la France, il a su tirer le plus grand parti des qualités brillantes et des aspirations généreuses de cette nation remarquable entre toutes, et il lui a rendu le rôle initiateur qui lui appartient dans l'histoire de ce dix-neuvième siècle, destiné comme son devancier à faire époque dans les annales de l'humanité. Pour ceux qui ne voient pas les défauts d'un règne à travers la loupe grossissante de l'esprit d'opposition, pour ceux qui savent juger les événements et les hommes en se plaçant par anticipation au point de vue désintéressé des générations à venir, c'est un devoir facile que de rendre au génie politique de Napoléon la justice qui lui est due. Il a rendu au drapeau tricolore le prestige du premier empire, mais au lieu d'en symbole de conquête il en a fait un symbole de civilisation et d'affranchissement. A l'intérieur, il a réalisé en quelques années des réformes que cinquante ans de luttes parlementaires n'auraient pu accomplir. Aussi, sans blâmer les impatients ou légitimes des amis de la liberté, nous croyons que tout bon Français doit savoir gré au gouvernement impérial du bien qu'il a accompli, et qu'il peut aussi déroger à ses convictions particulières sur telle ou telle forme de gouvernement, en montrer reconnaissance envers le souverain qui conserve en haute intelligences au bonheur et à la grandeur de la France.

Ordre addressé au Général Sheridan

Pour licenciement de troupes.

Il ne peut plus y avoir de doute sur le licenciement en question, attendu que l'ordre relatif à cette rédaction numérique des troupes qui sont au Texas a été publié par tous les journaux du Nord avec la signature de l'adjudant-général-assistant.

L'ordre porte : "Vous êtes autorisé par le secrétaire de la guerre à licencier toutes les troupes de volontaires blanches, cavalerie, infanterie et artillerie, servant dans le département du Texas, que vous jugerez n'être pas indispensables. Le même hors des cadres sera fait par organisations entières, y compris toutes les additions venant de recrutement ou d'autres sources. En choisissant les organisations à licencier, vous aurez soin de donner la préférence aux régiments de vétérans dont le temps de service est le plus près de terme."

Il est vrai que le général Sheridan est libre d'agir comme il l'entendra dans cette œuvre de réduction, et que l'ordre ci-dessus ne lui prescrit rien d'impératif sur le nombre de soldats qui seront ainsi mis hors des cadres et renvoyés chez eux. A la rigueur, dit-on, le général Sheridan pourrait garder tout son monde sous les drapeaux en alléguant qu'il en a besoin et que toutes les organisations militaires qui composent actuellement l'armée d'occupation au Texas lui sont indispensables. Mais l'ordre interprété ainsi serait une plaisanterie indigne du département de la guerre et nous ne pouvons nous imaginer que rien de semblable puisse sortir de là.

Si donc le général Sheridan est invité à procéder au licenciement dont on a parlé, c'est parce qu'on sait fort bien à Washington qu'il a au Texas plus de troupes qu'il ne lui en faut pour garder l'Etat et pour surveiller une frontière où il ne pourrait y avoir de conflit que sur la provocation expresse des forces fédérales. Le gouvernement fédéral n'ayant pas, à ce qu'il paraît, des intentions de cette nature on peut annoncer au contraire que ses intentions sont de garder une sévère neutralité entre le nouveau gouvernement de Mexique sous Maximilien et les débris de l'ancien gouvernement qui s'écroule chaque jour sous la faible main de Juarez, l'ordre de licenciement adressé au général Sheridan doit être pris tout à fait en sérieux. Une correspondance de Washington, anticipant sur la mesure, a même annoncé déjà que l'opération recommandée au général Sheridan embrassait les deux tiers des troupes actuellement de service au Texas.

Si cette correspondance disait vrai, nous verrions dans cette mesure la plus grande garantie de neutralité que les Etats-Unis puissent donner au gouvernement impérial du Mexique. Evidemment le commandement de Sheridan, dépouillé des deux tiers de ses forces et surtout de ses vétérans, suivant les recommandations de l'ordre, serait tout à fait dans l'impossibilité d'entreprendre aucune opération offensive sur les rives du Rio Grande, et à supposer que la mesure recommandée ne soit pas si radicale dans ses effets, nous y voyons toujours une intention pacifique qui n'est point pour un gouvernement de Maximilien et dont il aura profiter donc pour lutter contre les prétendus tibériens, républicains ou constitutionnels du parti Juarez.

Il se trouve en ce moment une assez grande agglomération de forces impériales à Matamore et à Monterey. Jamais les Etats de Tamaulipas et de Nouveau Léon n'avaient vu de troupes appelées à la défense de la partie Nord du Mexique. Elles y sont installées en ce moment, pour la pacification de pays, mais une fois les vues de neutralité des Etats-Unis bien constatées, toutes ces troupes impériales deviennent libres d'opérer dans l'Ouest, et pour elles traverser l'Etat de Coahuila et tomber sur l'Etat de Chihuahua et se trouve le dernier refuge de Juarez, ne serait plus qu'un jeu dont elles verraient la fin en quelques jours. Juarez délogé de Chihuahua n'aurait d'autre asile que le Nouveau Mexique, à moins qu'il ne restât dans la chance à peu près certaine d'être pris, s'il ne s'obstinait à aller rejoindre à Hermosillo son dernier général Pesqueira, vaincu et refoulé par l'expédition française de Guaymas, expédition qui doit être, en ce moment, maîtresse de toute la Sonora.

On voit par là les conséquences lointaines de la neutralité des Etats-Unis vis-à-vis du Mexique, que et l'importance extraordinaire, pour Maximilien, de l'ordre de licenciement adressé au général Sheridan. Certes, cette pacification du Mexique était chose difficile, entreprise comme elle l'a été par des forces militaires peu en rapport avec la vaste étendue du territoire mexicain et le sérasérare mobile, inconstant, batailleur et presque indestructible des races qu'il habitent, eh bien ! malgré cette disproportion de moyens, la pacification pourra avoir lieu sans renfort de troupes européennes, si le gouvernement fédéral s'engage franchement dans la voie de neutralité dont nous lui conseillons à diverses fois les correspondances de Washington et dont l'ordre de licenciement dans l'armée du Texas paraît être une preuve irréfutable. Il va d'ailleurs, un excellente raison pour que le gouvernement fédéral se montre pacifique, c'est le besoin qu'il éprouve d'opérer des économies dans tous les services publics. Quand on a en perspective une dette nationale de trois milliards et demi de piastres, on peut bien ajourner tout projet de guerre pour un temps.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSCRITES A L'*ABEILLE*

Sérénade au général Thomas.

Son opinion sur la doctrine Monroe.

RETRAIT DES TROUPES DU MISSOURI.

Un ouragan dans l'Indiana.

Collision de bateaux sur le Lac Supérieur.

Grandes pluies dans l'Illinois.

Marchés de New York.

L'or à 141 7/8.

Le coton sans changement.

New York, 12 août—L'or a ouvert à 141 3/8. Les grosseries, les provisions et le coton n'ont rien varié.

New York, à midi—Or, 141 1/2— Coton languissant, même cote— Café de Rio demandé, prix fermes— encre, languissant ; pas de changement dans le prix— marché au froment, inactif, pas de changement—state que pour la farine —mêlé mélangé; l'approvisionnement excède la demande — graisse, demandée à 24 1/4— whisky languissant ; pas de changement dans le prix.

1 heure P. M. or, à 141 7/8.

Pore, languissant, et baisse de prix— grosses ventes calmes.

Louisville, 13 août— En réponse à une sérénade, à Elmyre, N. Y. l'adjudant général Thomas a dit que la doctrine Monroe devait être soutenue.

Toutes les troupes, à l'exception de 4 régiments de cavalerie, ont été retirées de la partie sud-ouest du Missouri.

John Thomas, chouan, qui devait être pendu vendredi à Quincy, Illinois, a obtenu un sursis

Le Rév. Dr. H. Campbell, président du collège de Georgetown, est mort.

Louisville, 12 août—Les communications par chemins de fer sont rétablies entre Richmond et Lynchburg, Virginie.

South Bend, dans l'Indiana, a été visité par un ouragan terrible. De solides bâtisses ont été renversées et beaucoup de gens ont été blessés bien que personne n'ait perdu la vie.

La maladie des pommes de terre a reparu dans l'Illinois.

On admet généralement que la pose du câble transatlantique a échoué.

Sur le lac Supérieur une collision entre deux steamers a occasionné la mort d'une centaine de personnes.

Il y a eu dans la partie Nord-Ouest de l'Illinois une tempête de pluie telle qu'on n'en avait pas encore vu de pareille. Les ponts ont été emportés dans toutes les directions et les prairies étaient de vastes lacs.

Louisville, 12 août—L'or était cote aujourd'hui à New-York à 141 5/8 à 4 heures du soir. Le coton était demandé à de beaux prix et était ferme. Le café de Rio était fort actif et en grande demande et les prix étaient fermes.

Perte du bateau à vapeur Bella Donna

Le steamer *Ida May*, capitaine Armstrong, arrivé hier soir de Shreveport, a apporté la nouvelle de la perte du steamer *Bella Donna*, aux abords de Shreveport, le 12 à 4 heures du soir. Ce steamer, chargé de 500 balles de coton, brûla en cherchant un coude de la rivière à 140 milles au-dessous de son point de départ, et sombra jusqu'au plancher de la chambre. Il est entièrement perdu. Le capitaine Smith, les passagers et les hommes d'équipage sont venus en ville par le bateau à vapeur *Ida May*.

AFFAIRE TRAGICUS
DANS LA PAROISSE TERREBONNE.

Nous recevons deux communications relatives à un drame sanglant qui vient de s'accomplir dans la paroisse Terrebonne; nous en extrayons les faits, en laissant de côté les commentaires et les appréciations jusqu'à ce que la justice ait informé.

Deux frères, MM. Théodore Borne et Joseph Guilfoux, eurent une explication avec un nommé Edouard Cross au sujet de propos outrageants que celui-ci aurait tenus sur une jeune veuve, sœur de ces messieurs. M. Cross n'ayant voulu ni se rétracter ni donner satisfaction par les armes, Guilfoux le frappa et lui dit : "Maintenant que je vous ai frappé, il vous n'êtes pas assassiné, voici des pistolets, je vous en propose un." "Crois dit alors qu'il préférait se rétracter, et tous trois se rendirent chez la personne offensée. Là, en présence de témoins, M. Cross fit une rétractation et demanda aux deux frères s'ils étaient satisfaits. Ceux ci répondirent affirmativement et ajoutèrent que si Cross ne l'était pas, ils étaient à ses ordres. Ce dernier répondit qu'il était satisfait et on se sépara après s'être donné la main.

Ceci se passait le samedi 6 août. Le lendemain dimanche les deux frères, accompagnés de M. Naquin salvateur à cheval le chemin qui sépare Chakahoula de Terrebonne, lorsque à l'improviste ils virent Cross et son beau-frère Borne sortir d'un bois Guilfoux s'approcha qu'un homme, qu'on dit être Cross, les menaçait en jouant avec un fusil à deux coups. Il fit un mouvement en arrière et fut blessé dangereusement de trois décès. Borne fut tué raide et M. Naquin fut blessé mortellement. Après avoir tué ses deux coups le meurtrier prit la fuite.

M. Naquin n'avait joué aucun rôle dans l'affaire et qu'il était. Borne laisse une femme et neuf enfants. On dit que c'était un homme d'un caractère paisible. On a pas d'espoir de sauver les blessés.

Société française de Bienfaisance—

On nous prie d'annoncer qu'aujourd'hui quinze août, à l'occasion de la fête de l'empereur Napoléon, le drapeau tricolore sera arboré sur l'asile de la société française.

Le lendemain, seize août, le drapeau sera arboré à mi-mât à l'occasion du service funèbre de la mort de M. Blanco, l'ancien président de la société, dont la perte est toujours et vivement déplorée par tous les sociétaires.

Nouvelles par l'Ouest.

Nous trouvons dans les derniers journaux de St-Louis les dépêches complémentaires qui suivent :

Etat critique des affaires en Virginie.

New-York, 8 août—Un correspondant de Richmond écrit à la Tribune : Le Mississippi n'est engagé de nouveau depuis la jeune arrêt rendu sans sérieusement contre les dernières élections.

Les jeunes gens, les citoyens, regardent comme un devoir d'humilité et de courageuse loyauté de combattre, pendant que les têtes plus vieilles ont universellement adopté le plan de combattre non moins et en même temps de leur vie et dans l'oreille les plus sûrement désaffectionnés de propos.

Le général Terry a fait publier les ordres les plus stricts. Parmi les plus importants le plus grand nombre est exigé par celui des pauvres nations qui sont leur destination. Ces instructions sont plus que celles qu'il recevraient dans les journaux et même comme que celles qu'un discipline puisse nous exiger.

Il est été dit ainsi un bon mois de paix. Il n'y a pas de possibilité à tirer de ce que le nouveau gouvernement. Les [illegible] sont indignés d'hommes changeons en déployant que [illegible] l'ordre du vainqueur, ils veulent [illegible] à ce terme à quelque entreprise que ce [illegible].

Le Louisianais—Nous avons reçu le premier numéro de *Louisianais*, journal de la paroisse St Jacques, édité par MM. Gouzil et A. V. Romain. Nous y remarquons plusieurs articles patriotiques écrits en un style chaleureux, qui gouvernants les étrangers les plus sympathiques. Le *Louisianais* fait un pressant appel à tous les citoyens dans un article dont voici un passage :

Dans quelques mois la volonté première se manifestera par l'élection. Une poignée bulletin nous mettra avenir et notre sort. Nous remettons les maîtres de ce sort ! Il nous appartient de le faire éclatant en nombre ! par la démonstration sont nous ne souvenons qu'alors pourrons impérieusement et en quelque sorte légalement exiger le retour à l'ordre, à la paix, à la liberté, à la sécurité, à la prospérité, à tous les biens que nous avons perdus par la guerre, au sang. Dans quelques mois tous citoyens doit être debout, le fusil à la main. Il n'est fanatisé à personne de ne reconnaître désormais que les [illegible] de la famille sont [illegible] d'accepter [illegible] ; mais ne leur laissons pas ignorer [illegible] ; ils savent bien [illegible] ; ils [illegible] ; ils [illegible] ; ils